



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P.)

**Prestations d'impression de documents produits /standard pour la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Loiret**

Numéro du marché public : 2026 – 0576

Procédure adaptée, en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

PREAMBULE :	4
Article 1 ^{er} : Pouvoir adjudicateur – Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)	4
Article 2 : Dispositions générales	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Allotissement	5
2.3 Procédure de passation	5
2.4 Type de marché.....	5
2.5 Nomenclature CPV.....	6
Article 3 : Durée et délais d'exécution	6
3.1 Durée et reconduction	6
3.2 Délais d'exécution	6
Article 4 : Pièces contractuelles	6
Article 5 : Clauses de réexamen	7
Article 6 : Conditions d'exécution du marché.....	8
6.1 Modalités générales d'exécution	8
6.2 Responsables des prestations.....	9
6.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	9
6.2.2 Représentant du titulaire	9
6.3 Émission et exécution des bons de commande	9
6.4 Opérations de vérification	10
Article 7 : Co-Traitance	11
Article 8 : Sous-traitance	12
Article 9 : Obligations du titulaire	12
9.1 Obligation d'information.....	12
9.2 Obligation de conseil et de diligence	12
9.3 Obligations de moyens et de résultat	13
9.4 Obligation de confidentialité et de comportement	13
Article 10 : Disposition financière	14
10.1 Contenu des prix.....	14
10.2 Forme des prix	14
10.3 Modalités de variation des prix	14
Article 11 : Avance.....	15
Article 12 : Modalité de paiement	16
Article 13 : Modalités de facturation.....	16
Article 14 : Délai global de paiement	17
Article 15 : Pénalités.....	17

15.1 Généralités.....	17
15.2 Pénalités pour retard de livraison	18
15.3 Pénalités pour non-conformité ou erreur d'impression	18
15.4 Pénalité pour travail dissimulé.....	18
Article 16 : Assurances	18
Article 17 : Résiliation.....	19
Article 18 : Redressement – Liquidation judiciaire et cession	19
Article 19 : Protection des données personnelles.....	19
Article 20 : Règlement des litiges	20
Article 21 : Dérogations aux documents généraux CCAG-FCS.....	20

PREAMBULE :

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI du Loiret) est un établissement public à caractère administratif, géré par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs, et placé sous la tutelle déconcentrée de l'État.

La CCI du Loiret remplit plusieurs missions :

- Représenter les entreprises du commerce, des services et de l'industrie (influence et lobbying),
- Exprimer leurs besoins auprès des pouvoirs publics et des collectivités territoriales,
- Informer, conseiller et accompagner les chefs d'entreprise à chaque étape de la vie de leur entreprise,
- Agir pour le développement de l'économie,
- Aménager et développer le territoire en fonction des besoins des entreprises, en concertation avec les acteurs locaux tels que les élus, chefs d'entreprise et partenaires économiques.

La force d'un réseau :

Le réseau des CCI en France est organisé comme suit :

- CCI France au niveau national et européen,
- CCI Centre Val-de-Loire au niveau régional,
- CCI du Loiret au niveau départemental.

Il existe également un réseau international avec les CCI FI, pour Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'International, implantées dans plus de 85 pays.

Article 1^{er} : Pouvoir adjudicateur – Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Chambre de commerce et d'Industrie du Loiret

1 Place Rivierre-Casalis

45400 Fleury-les-Aubrais

Téléphone : 02 38 77 77 77

Adresse internet : <https://www.loiret.cci.fr/>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Article 2 : Dispositions générales

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'impression de documents pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI du Loiret).

Les caractéristiques des prestations attendues, leur périmètre ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans les pièces administratives et techniques du dossier de consultation, ainsi que dans leurs annexes.

Lieu de livraison

Les livraisons seront effectuées principalement sur le site de Fleury-les-Aubrais, à l'adresse suivante :

CCI du Loiret – Citévolia

1 Place Rivierre-Casalis

45400 Fleury-les-Aubrais

Selon les besoins, certaines commandes pourront être livrées sur d'autres sites de la CCI du Loiret (les lieux de livraison seront précisés sur les bons de commande), notamment :

Agence de Pithiviers

Centre d'affaires Jean-Paul Charié

1 bis Faubourg d'Orléans – CS 80612

45300 Pithiviers

Agence de Montargis

61 Rue André Coquillet

45200 Montargis

2.2 Allotissement

Le présent marché est alloti et comprend deux lots, couvrant l'ensemble des prestations d'impression nécessaires à la CCI du Loiret :

Lot n°	Intitulé
Lot n°1	Impression des documents produits de la CCI du Loiret
Lot n°2	Impression des documents standards de la CCI du Loiret

2.3 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

2.4 Type de marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles L.2125-1, 1°, R.2162-1 à R.2162-6, ainsi que R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché a pour objet des prestations d'impression pour la CCI du Loiret, comprenant notamment :

- l'impression des documents (selon les spécifications fixées au DCE) ;
- le façonnage et les finitions le cas échéant (pliage, agrafage, reliure, découpe, etc.) ;
- le conditionnement et la livraison des documents, le cas échéant, aux lieux indiqués sur les bons de commande.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins, sans remise en concurrence.

Le présent marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à 139 000 € HT pour l'ensemble de sa durée.

2.5 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal CPV	Description
79823000	Services d'impression et de livraison.

Article 3 : Durée et délais d'exécution

3.1 Durée et reconduction

Le marché prendra effet le 1er avril 2026 ou à la date de sa notification si celle-ci est postérieure, et se terminera le 31 mars 2026 pour la première période.

Il est pouvant être reconduit tacitement trois fois :

- Du 1er avril 2027 au 31 mars 2027
- Du 1er avril 2028 au 31 mars 2028
- Du 1er avril 2029 au 31 mars 2029

Le titulaire ne peut refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours. La non-reconduction n'ouvrira droit à aucune indemnité. Dans ce cas, le titulaire reste néanmoins tenu d'exécuter le marché jusqu'à la fin de la période en cours.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Article 4 : Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent accord-cadre à bons de commande prévalent les unes sur les autres dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et, le cas échéant, le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, établis postérieurement à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique et financière du titulaire, ainsi que les réponses apportées en cours de consultation.

En cas de contradiction entre ces pièces, celles-ci prévalent selon l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Les bons de commande préciseront notamment la nature des prestations d'impression, les quantités, les délais d'exécution, les lieux de livraison, ainsi que toute spécification technique particulière (formats, grammage, finitions, BAT, conditionnement, etc.).

Toute stipulation figurant dans les conditions générales de vente du titulaire, ses documents commerciaux, tarifs ou tout autre document émanant de celui-ci et contraire aux pièces contractuelles du présent accord-cadre est réputé non écrite et ne saurait être opposable au pouvoir adjudicateur.

Le CCAG-FCS, réputé connu des parties, n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre. Il est consultable sur le site Légifrance (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS).

Le présent accord-cadre est établi en un exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur, lequel fait seul foi en cas de contestation.

Article 5 : Clauses de réexamen

Le présent marché de prestations d'impression pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution, dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

Le marché pourra faire l'objet d'une modification par avenant dans les cas suivants :

- L'ajout, le remplacement ou la modification, en cours d'exécution, de matériels ou équipements d'impression, de reprographie ou de finition (notamment imprimantes, copieurs, presses numériques, traceurs, équipements de façonnage), lorsqu'ils impliquent une adaptation ou une extension des prestations initialement contractuelles ;
- Le retrait de matériels ou prestations devenus obsolètes ou sans usage, nécessitant une révision du périmètre contractuel d'intervention ainsi que des modalités d'exécution afférentes ;
- L'évolution du périmètre géographique ou organisationnel du marché, résultant de la suppression, de la modification ou de l'intégration de sites ou de services utilisateurs, motivée notamment par une réorganisation interne, un changement d'usage, une fermeture, un transfert ou la création d'activités nouvelles ;
- L'introduction de prestations complémentaires, rendues nécessaires par l'évolution technologique, la modernisation des outils d'impression ou des usages (tels que l'impression sécurisée, la dématérialisation, la gestion documentaire ou de nouveaux services logistiques), dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre des stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- L'adaptation des prestations imposée par l'évolution de la réglementation applicable, notamment en matière environnementale, de sécurité, d'accessibilité, de protection des données ou de responsabilité sociale ;
- La révision des conditions financières du marché, en cas de variation substantielle des coûts liés aux matières premières (papier, encres, consommables), à l'énergie, au transport ou à la main-d'œuvre, ou en présence d'événements extérieurs exceptionnels et imprévisibles (tels qu'une pandémie, une crise économique majeure ou tout cas de force majeure), susceptibles d'affecter l'exécution normale des obligations contractuelles.

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, toute modification ou ajout ne devra en aucun cas altérer la nature globale du marché ni porter atteinte à son objet principal, qui demeure la réalisation de prestations d'impression au bénéfice du pouvoir adjudicateur.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant formalisant notamment :

- les nouvelles prestations à réaliser ;
- les modalités techniques et organisationnelles d'exécution ;
- les ajustements financiers associés.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée, le titulaire et le pouvoir adjudicateur se rencontreront préalablement afin d'évaluer conjointement l'impact des changements sur l'exécution du marché ainsi que sur ses conditions financières.

Article 6 : Conditions d'exécution du marché

6.1 Modalités générales d'exécution

Il appartient au titulaire de prendre connaissance de l'ensemble de la législation et de la réglementation applicables aux prestations d'impression objet du présent marché, et de veiller au respect de leurs évolutions pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une ignorance de ces textes ou, plus généralement, de toute réglementation applicable à son activité, notamment en matière environnementale, de sécurité, de protection des données, de propriété intellectuelle et de droit du travail.

En cas d'évolution de la réglementation, y compris en cas de révision, de création ou d'abrogation de normes, le titulaire devra en informer sans délai le pouvoir adjudicateur et lui proposer les mesures nécessaires afin de garantir la conformité continue des prestations d'impression avec la législation et la réglementation en vigueur.

Il est de la responsabilité exclusive du titulaire d'obtenir, à ses frais, l'ensemble des textes, normes, certifications et autorisations nécessaires à la bonne exécution du présent marché.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable de la valorisation, du recyclage ou de l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations d'impression (notamment déchets de papier,

encres, toners, consommables et emballages), et ce pendant toute la durée du marché, dans le respect de la réglementation environnementale en vigueur.

6.2 Responsables des prestations

6.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, représenté par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI Loiret), désigne le service de la commande publique de la CCI Loiret comme son représentant.

Ce service constitue l'interlocuteur principal du titulaire, chargé du suivi, de la coordination et du contrôle de la bonne exécution du présent marché de prestations d'impression.

Toute modification de cet interlocuteur sera notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dans un délai raisonnable.

6.2.2 Représentant du titulaire

Le titulaire désigne, au plus tard lors de la notification du marché :

- un responsable de production / chef de projet (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique valide), habilité à le représenter pour le suivi de l'exécution du marché dès sa notification, notamment pour la validation des BAT, des plannings et des échanges techniques liés à l'impression ;
- un interlocuteur commercial (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse postale et adresse électronique valide).

Les moyens humains présentés dans l'offre du titulaire sont ceux mobilisés pour la réalisation effective des prestations, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur.

En cas de modification de ces représentants, le titulaire en informe immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et propose un remplaçant disposant, au minimum, d'un niveau de compétence équivalent et apte à assurer le suivi, le respect des délais et la qualité des prestations d'impression.

En cas de défaillance de ces représentants, constatée par procès-verbal dressé à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander leur remplacement.

Les remplaçants proposés par le titulaire sont réputés acceptés par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne les refuse pas dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la notification.

En cas de refus des remplaçants proposés, le titulaire dispose d'un (1) mois pour proposer d'autres candidats.

6.3 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande, datés et numérotés, sont établis par la personne habilitée ou son représentant et notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser réception avec date certaine. Ils sont émis au fur et à mesure des besoins et peuvent l'être jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des prestations d'impression et de livraison s'effectue de manière progressive, selon les besoins du pouvoir adjudicateur. Le point de départ du délai d'exécution correspond à la date de notification du bon de commande, sauf mention contraire sur celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire à la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le nom et le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation des prestations commandées (impression, reprographie, façonnage/finition, conditionnement) et les quantités ;
- les spécifications techniques nécessaires à la réalisation, le cas échéant : format, pagination, type de papier et grammage, nombre de couleurs (recto/verso), procédé d'impression, finitions (pliage, agrafage, dos carré collé, reliure, pelliculage, vernis, découpe, etc.), fichiers à imprimer et modalités de transmission, exigences de BAT/épreuve ;
- le délai d'exécution et, le cas échéant, le délai de validation du BAT par le pouvoir adjudicateur ;
- la date de début et la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- les délais et modalités de livraison (date, créneau horaire, conditionnement, livraison partielle éventuelle) ;
- le ou les lieux de livraison ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total du bon de commande (HT et TTC).

En cas d'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire adresse, dès qu'il en a connaissance, une demande de report précisant les circonstances du retard, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire sollicité, conformément au CCAG-FCS.

6.4 Opérations de vérification

Le pouvoir adjudicateur, ou son représentant dûment habilité, est compétent pour procéder aux opérations de vérification des prestations d'impression exécutées par le titulaire, dans les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS en vigueur.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité qualitative et quantitative des prestations livrées, leur adéquation aux stipulations du marché et des bons de commande, ainsi que le respect des délais d'exécution.

Ces opérations sont réalisées dans un délai maximal de sept (7) jours ouvrés à compter de la date de livraison des prestations.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prononcer l'une des décisions suivantes :

- l'admission,
- l'ajournement,
- la réfaction,
- le rejet.

À défaut de notification d'une décision expresse dans le délai susmentionné, les prestations sont réputées admises, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Les décisions prises à l'issue des opérations de vérification sont notifiées au titulaire par voie électronique, à l'adresse de courrier électronique communiquée par celui-ci lors de la notification du marché ou mise à jour en cours d'exécution.

La date de réception du courrier électronique est réputée constituer le point de départ du calcul des délais contractuels.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire est tenu de procéder, à ses frais, à la correction ou à la réexécution des prestations concernées dans un délai maximal de sept (7) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur, sans que cette reprise n'ouvre droit à une quelconque indemnité.

Article 7 : Co-Traitance

Le candidat peut présenter une offre sous forme de groupement d'opérateurs économiques en vue de l'exécution des prestations d'impression objet du présent marché, notamment les prestations de pré-presse, d'impression, de façonnage et de livraison.

Les groupements d'opérateurs économiques devront être constitués, dans le cadre du présent marché, sous forme conjointe ou solidaire, conformément à l'article R.2142-20 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres dans le cadre de la présente consultation, que ce soit en qualité de candidat individuel ou en tant que membre d'un ou plusieurs groupements, ni en tant que membre de plusieurs groupements.

Par ailleurs, un opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement, conformément à l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas, un mandataire est désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement auprès du pouvoir adjudicateur, assurer la coordination technique et administrative des prestations d'impression et être l'interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution du marché, conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

Lorsque le groupement est constitué sous forme conjointe, le mandataire précise dans l'offre la nature, le montant et la répartition détaillée des prestations que chaque membre du groupement s'engage à exécuter (par exemple : impression offset ou numérique, façonnage, conditionnement, livraison). Dans ce cas, et conformément au deuxième alinéa de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire

demeure solidaire de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché et le respect de leurs obligations contractuelles.

Il est rappelé qu'un groupement ne peut être modifié entre la date limite de remise des offres et la date de signature du marché que dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

En cas de groupement solidaire, le paiement des prestations est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire. Toutefois, si le groupement en fait la demande, le paiement peut être réparti sur des comptes distincts, chaque membre percevant directement les sommes correspondant aux prestations d'impression qu'il a réalisées. Cette option doit être expressément mentionnée dans l'acte d'engagement, à la rubrique « Compte(s) à créditer », et accompagnée des relevés d'identité bancaire correspondants.

Article 8 : Sous-traitance

Le titulaire du présent marché peut, à tout moment, confier en sous-traitance l'exécution de certaines prestations d'impression, notamment les opérations de pré-presse, d'impression, de façonnage, de conditionnement, de routage ou de livraison, sous réserve de l'acceptation préalable des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

La demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement est formalisée par un acte spécial de sous-traitance. Dès la signature de cet acte spécial, le pouvoir adjudicateur en notifie un exemplaire au titulaire du marché.

Toute sous-traitance non déclarée ou occulte est strictement interdite et est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des autres sanctions prévues par les dispositions contractuelles et réglementaires applicables.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur bénéficie du paiement direct pour la part du marché dont il assure l'exécution, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Article 9 : Obligations du titulaire

9.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout élément, situation ou événement dont il pourrait raisonnablement estimer qu'il est de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Cette information doit être complète, précise et accompagnée, le cas échéant, des éléments d'évaluation et des recommandations nécessaires.

9.2 Obligation de conseil et de diligence

Le titulaire assume une obligation de conseil et de diligence à l'égard du pouvoir adjudicateur. Dès lors qu'il identifie des difficultés, risques ou contraintes particulières dans le cadre de l'exécution du marché, il doit en

informer le pouvoir adjudicateur de manière claire et motivée, en énumérant les risques et en proposant les mesures appropriées pour les prévenir, les réduire ou y remédier.

9.3 Obligations de moyens et de résultat

Le titulaire est soumis à une double obligation dans le cadre de l'exécution du présent marché :

a) Obligation de moyens

Le titulaire s'engage à mobiliser l'ensemble des moyens humains, matériels et techniques nécessaires à la bonne exécution des prestations d'impression, notamment :

- la préparation des fichiers (contrôle, prépresse, imposition le cas échéant),
- le choix et la mise en œuvre des procédés d'impression adaptés,
- la maîtrise de la chaîne de fabrication (impression, façonnage, finitions),
- ainsi que l'organisation logistique permettant de respecter les délais de production et de livraison,
- le tout dans le respect des règles de l'art, des normes et bonnes pratiques du secteur de l'imprimerie.

b) Obligation de résultat

Le titulaire garantit la fourniture et la livraison de documents imprimés conformes aux stipulations du marché et aux bons de commande (ou BAT validé), notamment en termes :

- de quantités, formats et pagination,
- de support papier (nature, grammage),
- de qualité d'impression (netteté, densité, colorimétrie, repérage),
- de couleurs et finitions (pelliculage, vernis, pliage, reliure, découpe, etc.),
- de conditionnement et de livraison,
- et dans le respect des délais contractuels et des exigences réglementaires applicables.

Tout écart de conformité, défaut de qualité ou non-respect des délais constitue un manquement au titre de l'obligation de résultat, sans préjudice des pénalités et des autres voies de recours prévues au marché.

9.4 Obligation de confidentialité et de comportement

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et de ses éventuels sous-traitants intervenant dans l'exécution du présent marché, s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard de toutes les informations, données, documents et fichiers, quels qu'en soient la nature et le support (notamment fichiers numériques, maquettes, épreuves, contenus éditoriaux, données à caractère personnel), portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations d'impression.

Ces informations ne pourront être utilisées que strictement pour les besoins de l'exécution du marché et ne devront, en aucun cas, être divulguées, communiquées ou reproduites à des fins étrangères au marché, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures organisationnelles et techniques nécessaires afin de garantir la confidentialité et la sécurité des informations traitées, notamment lors des phases de transmission, de stockage, de production et de livraison des documents imprimés.

Le titulaire veille également à ce que son personnel adopte un comportement professionnel, respectueux et conforme aux règles de sécurité et de confidentialité applicables dans le cadre du présent marché.

Cette obligation de confidentialité demeure applicable pendant toute la durée du marché et subsiste après son expiration, pour quelque cause que ce soit.

Article 10 : Disposition financière

10.1 Contenu des prix

En application de l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales, sociales ou autres grevant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais nécessaires à leur parfaite exécution.

Ils incluent notamment, sans que cette liste soit limitative :

- les coûts de fabrication et d'impression (pré-presse, impression offset ou numérique),
- les fournitures et consommables (papier, encres, supports, finitions),
- les opérations de façonnage, de conditionnement et de routage,
- les frais de transport, de livraison et de manutention jusqu'aux lieux indiqués par le pouvoir adjudicateur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes, toutes charges comprises.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal en vigueur à la date de réalisation des prestations

10.2 Forme des prix

Les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont rémunérées par application de prix unitaires, tels que définis au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prix s'appliquent à chaque commande d'impression, en fonction des quantités réellement exécutées et des caractéristiques techniques précisées dans les bons de commande (formats, grammages, finitions, délais).

10.3 Modalités de variation des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres, ci-après dénommé « mois zéro ».

En cas de reconduction du marché, les prix font l'objet d'une révision annuelle, appliquée selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- **I₀** est la valeur de l'index de référence au mois zéro,
- **I_n** est la valeur de ce même index au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision correspond au mois précédant celui au cours duquel débute la nouvelle période d'exécution du marché.

Les prix ainsi révisés sont fermes et non révisables pendant la période annuelle considérée.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est l'index suivant : « Indices de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction – Prix de marché – Base 2015 – Identifiant 010534590 ».

Lorsque la révision est effectuée à titre provisoire sur la base d'un index antérieur à celui devant être appliqué, il n'est procédé à aucun ajustement intermédiaire. La régularisation intervient lors du premier règlement suivant la publication de l'index définitif correspondant.

Modalités de révision :

Il appartient au titulaire du marché de notifier au pouvoir adjudicateur les nouveaux prix résultant de la révision, par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins deux mois avant leur date d'entrée en vigueur.

À défaut de transmission dans le délai précité, le marché continue de s'exécuter aux conditions financières antérieures, sans que le titulaire puisse se prévaloir d'un droit à réclamation ou à rappel ultérieur.

Clause de sauvegarde :

L'augmentation des prix du marché ne peut excéder 3 % par année civile.

En cas de dépassement de ce plafond, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La révision des prix demeure illimitée à la baisse.

Les présentes dispositions demeurent applicables en cas de modification, de disparition ou d'indisponibilité de l'index de référence, ainsi qu'en cas d'évolution des dispositions législatives ou réglementaires affectant les conditions techniques ou financières d'exécution du marché.

Article 11 : Avance

Le pouvoir adjudicateur retient, pour le présent marché, les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG FCS (Option A). Conformément à celles-ci, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct peut demander une avance calculée selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé :

- À 30 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) au sens du Code de la commande publique, sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché ;

- Pour les autres entreprises, selon les documents particuliers ou, à défaut, au taux minimal prévu par le Code de la commande publique pour les marchés de même nature.

Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 12 : Modalité de paiement

Les somme(s) dues au titulaire et aux éventuels sous-traitants seront payées dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes en application des articles L2192-10, L 2192-11 et R 2192-10 à 15 du Code de la Commande Publique.

Le non-respect du délai de paiement entraîne de plein droit le versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (Décret 2013-269 du 29/03/2013).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros TTC.

Article 13 : Modalités de facturation

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à



l'arrêté d'application du 9 décembre 2016, l'obligation de transmission des factures dématérialisées s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct du présent marché, qui doivent s'inscrire et accéder à la solution Chorus Pro par Internet, à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour permettre l'acheminement des factures électroniques par Chorus Pro, la CCI du Loiret vous communique les éléments suivants :

SIRET du siège de la commune : 184 500 015 001 53

La CCI du Loiret a choisi de ne pas instaurer de contrôles automatiques par Chorus Pro sur les codes services et numéros d'engagement, pour faciliter la transmission des factures par la solution, mais rappelle néanmoins l'obligation de ces deux mentions directement sur les factures.

Les factures électroniques transmises au moyen de la solution Chorus Pro doivent ainsi comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- le numéro de la facture, numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le détail des taxes autres que la TVA ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du bon de commande en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, ou dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le numéro du marché et du lot tel que notifiés par le pouvoir adjudicateur ;
- le code d'identification du service en charge du paiement.

Cette liste ne se substitue pas aux mentions obligatoires fixées par l'article L. 441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies de l'annexe II du code général des impôts (CGI), qui conditionnent la validité de toute facture, notamment au regard du droit fiscal.

L'ensemble des précisions relatives aux modalités de traitement des factures électroniques est disponible dans l'instruction de la Direction Générale des Finances Publiques du 22 février 2017.

Article 14 : Délai global de paiement

Pour l'entité facturée : la CCI du Loiret, le paiement des sommes dues interviendra dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

En cas de retard, le titulaire pourra prétendre au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre civil au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Article 15 : Pénalités

15.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Les pénalités ont un caractère non libératoire : le titulaire demeure pleinement tenu de l'exécution de l'ensemble de ses obligations contractuelles, notamment la livraison conforme des fournitures dont l'inexécution a motivé l'application des pénalités. Le paiement des pénalités ne saurait en aucun cas exonérer le titulaire de ses obligations. Les pénalités sont applicables sans préjudice du droit pour le pouvoir adjudicateur de faire procéder, aux frais et risques du titulaire, à l'exécution des prestations par un tiers.

Les pénalités sont applicables par incident constaté et peuvent être cumulées entre elles.

15.2 Pénalités pour retard de livraison

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des fournitures, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) TTC par jour calendaire de retard sera appliquée, par commande concernée, à compter du premier jour de retard.

Les pénalités pour retard courent à compter du lendemain de l'expiration du délai contractuel de livraison, lorsque ce délai est exprimé en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités lorsque leur montant total est inférieur ou égal à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

15.3 Pénalités pour non-conformité ou erreur d'impression

En cas de livraison non conforme aux stipulations du marché, notamment en cas :

- d'erreur d'impression,
- de non-respect des caractéristiques techniques prévues (support, grammage, qualité d'impression, colorimétrie, finitions),
- ou de défaut de qualité rendant les fournitures impropres à leur usage,

il sera appliqué une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) TTC par commande concernée, sans préjudice de l'obligation pour le titulaire de procéder, à ses frais, au remplacement des fournitures non conformes dans les délais impartis par le pouvoir adjudicateur.

15.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne respecte pas les obligations prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, que ce soit par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité équivalente à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail à titre de sanction pénale pour travail dissimulé.

Article 16 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 17 : Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont définies par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Article 18 : Redressement – Liquidation judiciaire et cession

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, celle-ci doit transmettre au pouvoir adjudicateur la notification du jugement correspondant, par lettre recommandée avec accusé de réception, dès qu'elle en a connaissance.

Toute cession totale ou partielle du marché, ou tout changement de prestataire, ne pourra intervenir qu'avec l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Cette autorisation ne pourra être accordée que sous réserve du respect strict des mêmes conditions techniques que celles résultant de l'application du marché. Les modifications des conditions financières ne seront admises que si elles sont identiques ou à la baisse.

À défaut du respect de ces procédures, la cession du marché sera nulle et de nul effet.

Article 19 : Protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement des données personnelles confiées par l'établissement respecte les exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire traite lui-même les données, il doit être en mesure de démontrer sa conformité au RGPD, et notamment aux dispositions de l'article 32 – Sécurité du traitement. À cet effet, il peut s'appuyer sur le Guide du sous-traitant publié par la CNIL.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Mettre en œuvre un niveau de sécurité adapté aux risques, garantissant la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données ;
- Veiller à ce que seules les personnes habilitées puissent accéder aux données et les traiter ;
- Notifier immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute violation des données ;
- À l'issue du marché, détruire les données en sa possession et assister le pouvoir adjudicateur pour répondre aux demandes des personnes concernant leurs droits (accès, rectification, effacement) ;
- Le cas échéant, assister le pouvoir adjudicateur dans la réalisation d'analyses d'impact des traitements envisagés ;
- Maintenir l'hébergement et le traitement des données en France, ou à défaut, sur le territoire européen.

Lorsqu'un sous-traitant est sollicité, le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 28 du RGPD et obtenir l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur pour tout transfert de données. Il doit garantir que le sous-traitant respecte les mêmes exigences et que le contrat conclu relève du droit européen.

Article 20 : Règlement des litiges

Conformément à l'article R.2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du pouvoir adjudicateur.

S'agissant de le pouvoir adjudicateur, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nantes :

CCIRA de Nantes

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Immeuble Skyline, 22 mails Pablo Picasso - BP 24209

44042 Nantes Cedex 1

Contact :

Madame ORAIN

Secrétariat du CCIRA de Nantes

Tél. : 02 53 46 79 02

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

S'agissant de le pouvoir adjudicateur, l'organe chargé du recours contentieux est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orleans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Article 21 : Dérogations aux documents généraux CCAG-FCS

Les dérogations prévues dans les articles du CCAP sont précisées comme suit :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS concerné
Article 6.4	Articles 27 à 29
Article 10.3	Articles 10.2 et 10.3
Article 15.2	Article 14.1.3
Article 15.2	Article 14.1
Article 15.3	Article 14.1

Article 15.4	Article 45
Article 16	Article 9

Les autres dispositions du CCAG-FCS demeurent pleinement applicables au présent marché.